

Mise à jour du Plan économique du Québec

19 juin 2020

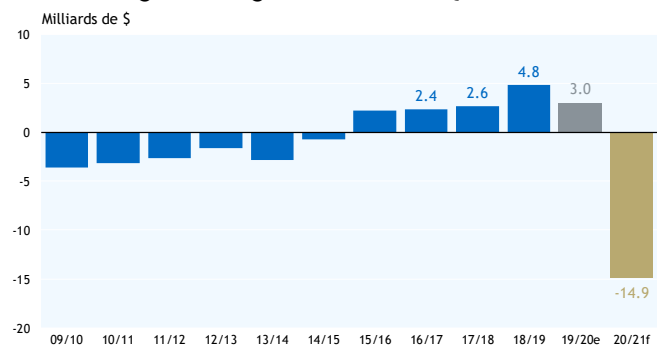
Déficit budgétaire record – une dure réalité au Québec

- Le gouvernement fait maintenant état d'un déficit budgétaire de 14,9 milliards de dollars en 2020-2021.
- La détérioration de la situation économique entraîne un déficit de 4,6 milliards de dollars, le soutien gouvernemental pour gérer la crise sanitaire est estimé à 6,3 milliards de dollars, et la provision pour pallier les risques économiques potentiels est évaluée à 4 milliards de dollars.
- Le gouvernement s'engage à rétablir l'équilibre budgétaire d'ici cinq ans.
- Le budget prévoyait un surplus de 1,9 milliard de dollars (en mars), mais le solde budgétaire s'élèvera plutôt à 3 milliards de dollars en 2019-2020.

Aperçu

La COVID-19 a rapidement anéanti toutes les prévisions budgétaires établies avant la mi-mars. Le budget de 2020 présenté le 10 mars dernier par le gouvernement du Québec en est un bon exemple. Juste avant que l'Organisation mondiale de la santé qualifie l'épidémie de COVID-19 de pandémie mondiale et que de vastes pans de l'économie soient mis à l'arrêt, le gouvernement provincial tablait sur une croissance économique soutenue et comptait sur un budget équilibré pour les cinq prochaines années. Quelque temps après, la mise à jour financière de ce matin nous ramène à la dureté de la nouvelle réalité. Le ministre des Finances du Québec, Éric Girard, prévoit une brusque contraction de 6,5 % de l'économie. Selon lui, les dépenses liées à la COVID-19 devraient entraîner un déficit budgétaire record de 14,9 milliards de dollars (soit 3,4 % du PIB) en 2020-2021. La dette nette devrait, en pourcentage du PIB, augmenter et passer de 37,2 % en mars 2020 à 43,0 % en mars 2021, ce qui mettra fin à sept années de baisses consécutives.

Solde budgétaire du gouvernement du Québec *



* After deposits into the Generations Fund.

Source: Ministère des Finances du Québec, Recherche économique RBC

La COVID-19 anéantit les revenus et accentue les dépenses

Selon le gouvernement, le choc économique entraînera une diminution des revenus autonomes de 9,6 milliards de dollars (par rapport aux chiffres de référence précédents) qui sera en partie compensée par la révision à la hausse des transferts fédéraux de 4,1 milliards de dollars. L'augmentation des frais de service de la dette associée à la hausse des dépenses non liées à la COVID-19 portera le déficit net à 4,6 milliards de dollars. Le coût des mesures prises par le gouvernement pour gérer la crise sanitaire est estimé à 6,3 milliards de dollars, répartis comme suit : 3,5 milliards de dollars pour renforcer le système de soins de santé, 1,9 milliard de dollars pour réduire les répercussions économiques de la pandémie, et 910 millions de dollars pour venir en aide aux travailleurs et aux personnes. Le gouvernement inclut également dans ses prévisions une provision de 4 milliards de dollars pour faire face à d'éventuels risques économiques et financer d'autres mesures de soutien et de relance. L'ensemble de ces mesures ont plongé le budget 2020-2021 dans un déficit record (en dollars), alors qu'on visait l'équilibre budgétaire lorsqu'il a été déposé le 10 mars dernier. En passant, le déficit de 14,9 milliards de dollars coïncide avec le solde de la réserve de stabilisation constitué par le gouvernement actuel (et ses prédécesseurs) au cours des cinq dernières années. Il s'agit du déficit maximal que le

gouvernement peut gérer légalement. La réserve de stabilisation se veut un mécanisme de comptabilisation des excédents budgétaires qui sert à équilibrer le budget pendant le cycle économique (il ne s'agit pas d'une vraie réserve).

Les chiffres publiés surestiment le déficit d'exploitation qui reste toutefois élevé

Il est important de noter que les versements des revenus consacrés au Fonds des générations (l'équivalent québécois d'un fonds souverain) ont été maintenus et atteindront 2,6 milliards de dollars cette année, soit un peu moins que les 2,7 milliards de dollars annoncés en mars. Si l'on se réfère aux pratiques comptables plus traditionnelles des autres provinces, le déficit d'exploitation du Québec aurait été de 12,3 milliards de dollars cette année.

Hypothèses économiques

	2019	2020	2021
Croissance du PIB réel (%)			
Mise à jour de l'automne 2018	2.7	-6.5	6.0
Budget du Québec 2019	2.8	2.0	1.5
RBC	2.8	-6.0	4.3
Croissance du PIB nominal (%)			
Mise à jour de l'automne 2018	4.4	-4.0	7.1
Budget du Québec 2019	4.7	4.1	3.4
RBC	4.9	-3.4	5.2

Source : Ministère des Finances du Québec, Recherche économique RBC

Le gouvernement s'engage à rétablir l'équilibre budgétaire d'ici cinq ans

La mise à jour financière ne présente aucune projection de données au-delà de l'exercice en cours. Le ministre des Finances, Éric Girard, a toutefois indiqué que son gouvernement s'engageait à un retour à l'équilibre budgétaire sur un horizon de cinq ans. Il a ajouté que cet équilibre sera atteint sans que l'on affaiblisse les services publics ou augmente le fardeau fiscal des Québécois (l'un des plus lourds au pays). Le gouvernement prévoit un solide rebond de 6,0 % de la croissance économique l'an prochain, puis une reprise complète après la récession d'ici la fin de 2021. Cette reprise devrait, selon nous, intervenir en 2022 et la croissance s'élèverait à 4,3 % l'année d'après. Nous sommes toutefois d'avis qu'un retour à l'équilibre pourrait être atteint à moyen terme. Le Québec a probablement enregistré des excédents structurels avant la COVID-19, et dispose donc d'une base solide qui lui permettra de rétablir sa situation financière une fois que la crise sanitaire et la récession seront passées.

Des excédents plus importants que prévu l'an dernier

En fait, la mise à jour d'aujourd'hui a tenu compte d'un surplus revu à la hausse de 3 milliards de dollars en 2019-2020 (le surplus prévu était de 1,9 milliard de dollars dans le budget de mars et de zéro dans le budget initial de 2019). Le gouvernement de la CAQ et le gouvernement libéral précédent ont manifestement sous-estimé les excédents budgétaires au cours des dernières années. C'est ce qui a permis au gouvernement actuel de réduire la dette du Québec, qui était élevée par rapport à la taille de son économie et atteignait, certaines années, des sommets en valeur absolue. Le ratio de la dette nette/PIB du Québec est passé d'un maximum de 50,7 % en 2012-2013 à 37,2 % au cours de l'exercice précédent, soit moins que les 39,9 % de l'Ontario.

La dette du Québec va grimper...

Le déficit important de cette année et le plan du gouvernement visant à accélérer les investissements dans les infrastructures pour stimuler la reprise économique entraîneront une hausse marquée de la dette provinciale.

Selon le gouvernement, la dette nette devrait augmenter de près de 20 milliards de dollars (+11 %) pour atteindre 190 milliards de dollars à la fin de 2020-2021. Cela représentera 43,0 % du PIB, un taux qui reste bien inférieur au sommet historique. Le ministre des Finances, Éric Girard, a déclaré que son gouvernement examinerait les objectifs de réduction de la dette pour 2025-2026 établis par la loi provinciale.

...le montant du programme de financement aussi

Le gouvernement a plus que doublé le montant du programme de financement de cette année par rapport à la somme prévue dans le budget de mars 2020, le portant à 32,1 milliards de dollars. Ce montant est également en hausse par rapport aux 20 milliards de

Sommaire des opérations budgétaires consolidées		
(en millions de dollars)	Prévisions	
	2019/20	2020/21
Consolidated Revenue	117,544	115,435
Own-source revenue	92,386	85,654
Federal transfers	25,158	29,781
Consolidated expenditure	111,372	123,808
Portfolio expenditure	103,724	115,504
Debt service	7,648	8,304
Estimated losses on the CSeries investment	(603)	
Provision for economic risks and other support and recovery measures		(4,000)
Surplus/(Deficit)	5,569	(12,373)
Deposits into the Generations Fund	(2,606)	(2,567)
Budgetary balance for the purposes of the Balanced Budget Act	2,963	(14,940)
Net debt as % of GDP	37.3	36.1

Sources : Ministère des Finances du Québec, Recherche économique RBC

dollars de 2019-2020.

Un signe des temps

Rien de ce que le gouvernement du Québec a annoncé aujourd'hui n'a vraiment surpris. Le ministre des Finances, Éric Girard, avait prévenu que la COVID-19 entraînerait un important déficit de l'ordre de 12 à 15 milliards de dollars pour la province. L'annonce, plus tôt cette semaine, par la Saskatchewan et l'Île-du-Prince-Édouard de prévisions de déficit record indique que l'exercice 2020-2021 sera terrible pour tous les gouvernements. La gestion de la crise sanitaire, l'aide aux entreprises et aux particuliers pour traverser cette période difficile, et la stimulation de la reprise économique sont – et doivent être – au cœur des préoccupations actuellement. La reprise en main du budget sera alors la priorité au cours des prochaines années.